

Troubles dans l'ordre néolibéral

FRÉDÉRIC LEBARON

Une caractéristique des périodes de grand changement socio-économique est sans doute le décalage grandissant entre le contenu et la forme des discours dominants et un ensemble de faits qui semblent les contredire ou mal s'intégrer au cadre cognitif en place. Cette caractéristique s'accompagne de l'apparition de contradictions idéologiques qui contribuent à un sentiment d'incohérence et, en tout cas, de forte incertitude que nous vivons aujourd'hui.

Du côté du maintien de l'ordre discursif, il faut bien constater que jamais, depuis son émergence politique massive dans la première moitié des années 1970¹, le discours néolibéral ne s'est affiché avec autant d'agressivité au sein des élites économiques et politiques occidentales, et plus particulièrement européennes.

Sept ans après le début de la crise mondiale (juillet 2007), les problèmes

mondiaux se sont résumés à la seule quête de la compétitivité des économies nationales, et à une course effrénée et sans fin à la performance économique des entreprises privées, sur laquelle l'ensemble des sociétés doit s'aligner². Cette quête est elle-même subordonnée à la mise en place par les États de « réformes structurelles » dont le cœur, visible dans les négociations actuelles entre la Grèce et l'UE, est constitué par la « réforme du marché du travail » et la « réforme des retraites », piliers, avec les privatisations et la dérégulation, du « consensus de Washington ».

Dans les pays les plus dépendants financièrement des économies dominantes, l'application du programme néolibéral se fait plus brutale que jamais. On l'a vu en Grèce après 2010 et jusqu'à aujourd'hui, mais le cas ukrainien illustre encore plus crûment l'extrême brutalité de la mise en place de la « solution libérale », imposée ici comme ailleurs sous une très forte contrainte financière et politique. Car désormais, le lien entre endettement de l'État et imposition des politiques publiques restrictives et radicales se

1. Voir en particulier François Denord, *Néo-libéralisme, version française. Histoire d'une idéologie politique*, Paris, Démopolis, 2007.

2. On lira sur ce point les « orientations politiques » de Jean-Claude Juncker : http://ec.europa.eu/priorities/docs/pg_fr.pdf

donne comme une équation cardinale, une loi absolue de l'ordre néolibéral. Aucun État n'échappe à ce qu'ont connu les économies en développement après la forte hausse des taux d'intérêt américains en 1979, avec les « plans d'ajustement structurel » : l'obligation de « réformer » l'État et l'action publique pour bénéficier d'allègements de dette et se maintenir à flot dans le contexte d'un capitalisme désormais piloté par les institutions financières internationales, sous l'étroite tutelle des agences de notation, des banques et de fonds plus ou moins spéculatifs. Sous la coupe d'une véritable dictature des créanciers, le monde économique-financier occidental offre peu de marges de manœuvre à tous ceux qui ont le malheur d'être pris dans ses filets.

Pourtant, cette radicalisation récente, accentuée après 2010 par la forte hausse de l'endettement public qui a permis de mettre sur l'agenda l'« urgence des réformes », correspond peut-être moins à l'avènement d'un nouvel ordre qu'aux derniers feux d'un monde qui se meurt dans une série de spasmes successifs, de plus en plus rapprochés et de plus en plus violents.

Tout d'abord, l'emprise des institutions financières internationales, aussi contraignante et tatillonne soit-elle lorsqu'elle s'exerce sur un État, comme on le voit avec les « institutions » représentatives des créanciers de la Grèce, est en train d'être structurellement remise en cause par l'apparition d'autres pôles à prétention hégémonique dans la finance mondiale. L'illustre bien sûr la création de la nouvelle banque de développement international des BRICS³, mais aussi, dans le

cas grec, les rapprochements stratégiques, embryonnaires mais ô combien symboliques, entre la Grèce d'une part, la Russie et la Chine d'autre part⁴. À la différence des bailleurs de fonds occidentaux, les nouveaux créanciers n'imposent pas aussi brutalement d'agenda de politique publique (« conditionnalité ») et semblent plus préoccupés de coopérations de moyen et long terme, de renforcement mutuel des économies et des sociétés, que d'un alignement rapide derrière les contraintes politiques de la finance globalisée. La radicalisation néolibérale en cours n'a donc pas le même sens que dans les années 1970, où elle a pu apparaître comme un instrument de reconquête et, de fait, nourrir la marche vers l'hégémonie de la finance. Il s'agit aujourd'hui d'une stratégie de survie face à la menace du chaos monétaire (effondrement de la zone euro, hyperinflation dans les pays émergents...) et de l'instabilité financière rendue palpable depuis 2007. Les « réformes structurelles » sont censées assurer rapidement la restauration des « fondamentaux » (compétitivité) garants de la future bonne marche des économies. Concrètement, elles aboutissent aujourd'hui à une fragilisation interne des sociétés européennes et, plus largement, des pays regroupés sous la domination américaine, dans un contexte où l'émergence des BRICS, même en difficulté conjoncturelle, continue de caractériser durablement la période.

En Europe, les « réformes structurelles » contribuent à disloquer méthodiquement ce qui fait la force et l'attrac-

4. <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/a87747de-a713-11e4-b6bd-00144feab7de.html#axzz3awWokypa>

3. Brésil-Russie-Inde-Chine-Afrique du Sud.

tivité relative de l'espace européen : sa cohésion politique, son « modèle social », un certain équilibre entre efficacité économique et institutions sociales. Les « réformes structurelles » accentuent aujourd'hui les divergences entre régions et groupes au sein de l'Europe, en éloignant les plus faibles de l'État social et du capitalisme régulé qui ont fondé la supériorité des pays du Nord et de l'Ouest, en menaçant l'ordre socio-politique des pays situés en position intermédiaire (la France, notamment). Très divisée politiquement et socialement, l'Union européenne voit aussi son projet contesté en son principe et sa force mobilisatrice rapidement s'éroder. Sa politique extérieure faible et peu cohérente illustre cette perte de sens et d'influence.

Dans ce contexte de « radicalisation néolibérale tardive », des contradictions idéologiques majeures se font jour. La plus centrale aujourd'hui concerne la tentative en cours de mise sur l'agenda de la dynamique inégalitaire de l'économie mondiale. Le thème des inégalités économiques, longtemps relativement marginal, est revenu en force dans le débat public mondial, surtout depuis deux ans. Les travaux de Thomas Piketty et de son équipe y ont bien sûr beaucoup contribué⁵, de même que la popularisation de la thématique par Joseph Stiglitz après la crise⁶. Mais aujourd'hui, ce sont les institutions centrales de l'ordre néolibéral (OCDE, FMI, Banque Mondiale, Forum de Davos...) qui sont traversées par l'enjeu de l'explosion en cours des inégalités et

par ce qu'il recèle de potentiel subversif pour l'ensemble de l'ordre mondial, en particulier (même si ce n'est pas explicite) pour l'hégémonie occidentale.

Après le Forum de Davos en janvier 2014⁷, l'OCDE attire l'attention sur les effets négatifs des inégalités sur la croissance de long terme⁸. Certains travaux menés au FMI font apparaître le rôle positif des organisations syndicales pour limiter l'accentuation des inégalités⁹. Le discours d'Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, lors d'un débat à Paris avec Piketty et Stiglitz, prend des tonalités presque marxistes¹⁰. Cela paraît presque invraisemblable au moment où le gouvernement « socialiste » français renouvelle une opération d'auto-dépassement néolibéral dont l'issue ne fait guère de doute : le PS, issu du mouvement ouvrier du dix-neuvième siècle, a épuisé son projet historique de régulation du capitalisme¹¹. Sous l'impulsion de l'inspecteur des finances et banquier d'affaires

7. <http://www.reuters.com/article/2014/01/17/us-davos-risks-idUSBREA0F0H920140117>

8. <http://www.oecd.org/newsroom/inequality-hurts-economic-growth.htm>

9. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2015/03/pdf/jaumotte.pdf>

10. Il s'agit de la conférence plénière du colloque « Liberté, égalité, fragilité » de l'Institute for a new economic thinking (INET) à Paris, le 8 avril 2015 : <https://www.youtube.com/watch?v=Fg6UwAQJUv0>

11. On mesurera combien la social-démocratie européenne s'est éloignée de ses origines en constatant que le livre fondateur du « révisionnisme » socialiste critique de la rhétorique marxiste révolutionnaire, *Les présupposés du socialisme* d'Eduard Bernstein paru initialement en 1898, a un contenu beaucoup plus progressiste et radical que celui porté par les partis et acteurs politiques se réclamant de cette tradition : Eduard Bernstein, *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*, Paris, Les nuits rouges, 2010.

5. Thomas Piketty, *Le capital au XXI^e siècle*, Paris, Seuil, 2013.

6. Joseph Stiglitz, *Le prix de l'inégalité*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2012.

Emmanuel Macron, il est devenu un simple appendice de l'ensemble des forces européennes cherchant à maintenir coûte que coûte la domination brutale de la finance. À l'opposé, Georges Soros, fondateur de l'INET et spéculateur bien connu, contribue à la contestation de l'intérieur des politiques d'austérité¹² et à la critique de l'alignement des États sur les agences de notation, alors que certains journalistes du *Financial Times* avaient même vu dans l'arrivée au pouvoir de Syriza en Grèce l'occasion d'un changement positif des politiques européennes¹³. En France, les analyses de Romaric Godin dans *La Tribune* sur la situation grecque¹⁴ semblent parfois encore plus critiques que celles d'*Alternatives économiques* ou de l'OFCE, organisme keynésien qui voit dans la « reprise » en cours une dynamique très favorable, nourrissant (involontairement) les espoirs de François Hollande... En Allemagne, seul le DGB semble mettre au premier plan l'enjeu des inégalités, alors que le SPD, comme le *Labour* en Grande-Bretagne, hésitent entre un nouveau cycle d'auto-dépassement néolibéral et une inflexion « vers la gauche ».

Cette contradiction majeure, qui perturbe l'ensemble des repères politico-économiques, reflète le caractère profondément instable, sinon chaotique, de l'ordre néolibéral sous hégémonie financière. L'accroissement rapide des inégalités économiques

contribue même paradoxalement à la radicalisation du discours sur les « réformes structurelles » concentré par les porte-parole des acteurs dominants, qui voient dans tout dysfonctionnement l'illustration d'un « problème structurel »¹⁵. Mais les « réformes structurelles » sont aussi l'un des moteurs de l'accroissement des inégalités. Les porte-voix de l'ordre néolibéral voient dans tout affaiblissement politique, tout soubresaut électoral, le prétexte pour imposer une nouvelle poussée dé-régulatrice et hostile à l'État social, qui contribuera à la phase suivante à accélérer l'affaiblissement social et politique, et ainsi de suite. Les « cercles » de plus en plus vicieux produisent des cycles politico-économiques de plus en plus courts et intenses, contribuant au désarroi cognitif général mais aussi, sans doute, à poser les bases d'un futur changement plus global. ■

12. Voir <http://ineteconomics.org/>

13. <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/8a4c3f54-a55a-11e4-bf11-00144feab7de.html#axzz3awWokypa>

14. <http://www.latribune.fr/opinions/tribunes/20150206trib083bb894c/la-bien-triste-europe-de-monsieur-leparmentier.html>

15. Voir par exemple, parmi des centaines de textes reproduisant les mêmes formules figées : http://www.lesechos.fr/12/10/2014/lesechos.fr/0203852652415_france-et-italie-poussees-a-des-reformes-structurelles.htm